



Le Maghreb et son Sud : mutations en cours

Compte-rendu synthétique

**Jeudi 26 septembre 2013
9h00 – 16h30**

Conférence co-organisée par les programmes
Moyen-Orient / Maghreb et Afrique subsaharienne
de l'Ifri

Ce compte-rendu a été réalisé par l'équipe de l'Ifri et n'engage par les intervenants cités.

Introduction

Mansouria Mokhefi, responsable du programme Moyen-Orient Maghreb, Ifri

Jean-Pierre Chevènement, sénateur du Territoire de Belfort, co-président du groupe de travail Sahel de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat



Jean-Pierre Chevènement a rappelé les grandes lignes des équilibres et déséquilibres de la région, en insistant particulièrement sur les relations diplomatiques toujours tendues entre le **Maroc et l'Algérie** et les conséquences directes de **l'effondrement de l'État libyen** sur le déclenchement de la crise malienne.

En s'appuyant ensuite sur les auditions et missions de terrains effectuées dans le cadre de la préparation du rapport sénatorial sur le Sahel, il a évoqué la **multiplicité des facteurs ayant mené au déclenchement de la crise malienne** : différentiel criant des efforts de développement entre le Nord et le Sud, armée en faillite crainte par le pouvoir central, népotisme et corruption, s'ajoutent aux revendications autonomistes voire indépendantistes anciennes des populations touaregs et au problème islamiste.

Saluant l'action efficace de l'armée française et de l'opération Serval, il a exprimé sa confiance envers le nouveau président élu Ibrahim Boubacar Keita (IBK), qu'il estime conscient des lourdes responsabilités qui lui incombent. En conclusion, **il a appelé à une action de l'Union Africaine**, seul organisme capable d'apporter une réponse concertée et intégrée aux instabilités multiples de la région sahélienne.

[Consultez en ligne le rapport du groupe de travail Sahel.](#)

Table ronde I : Vers une nouvelle géopolitique du Sahara

Présidence : **Zyad Limam**, président et directeur des rédactions, *Afrique Magazine International*

Interventions : **Le Maghreb et le Sahel face à la poussée des mouvements islamistes**
Jean-François Daguzan, directeur-adjoint, Fondation pour la recherche stratégique, directeur de la revue *Maghreb-Machrek*

Guerre des modèles religieux : le Sahel, terrain de jeux d'influences
Bakary Sambe, enseignant-chercheur, centre d'étude des religions (UFR-CRAC), université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

L'Algérie et son Sud : le tout sécuritaire ?
Salim Chena, ATER, Sciences Po Bordeaux

La Libye, nouveau maillon faible de la sécurité régionale
Wolfram Lacher, chercheur associé, département Moyen Orient/Afrique, SWP, Berlin

A travers l'analyse successive de grands acteurs de la région (Sénégal, Algérie, Libye), cette table ronde a dressé le portrait des multiples facteurs de déstabilisation régionale venant s'ajouter à la menace terroriste, parmi lesquels les concurrences de doctrines islamiques, la situation sécuritaire libyenne ou les fragilités d'intégration de certaines régions isolées.



Jean-François Daguzan, regrettant le peu de réflexion actuelle englobant Maghreb, Sahara et Sahel, a d'abord appelé à ne pas analyser, comme c'est trop souvent le cas depuis les attentats du 11 septembre aux États-

Unis, l'ensemble des problématiques sécuritaires de la région sahélienne par le biais du terrorisme. **Les multiples crises institutionnelles, économiques et sanitaires sont elles aussi productrices d'instabilités.** Al-Qaida, bien qu'affichant des objectifs universels, tire parti de ces crises locales et s'appuie sur les trafics, notamment de drogues, et exploite les faiblesses des systèmes économiques et politiques des États. Elle constitue un bel exemple de ce qu'on appelle « glocalisation », posant des problèmes à la fois mondiaux et extrêmement locaux. Les actions militaires, telles que celle menée au Mali, ne peuvent être dupliquées à l'infini avec le même succès. Ce n'est donc qu'à travers **une politique ambitieuse, alliant des actions politiques, sociales et économiques**, qu'une réponse de long terme peut être apportée à l'instabilité de la zone sahélo-maghrébine.



Bakary Sambe a démontré, à travers l'exemple sénégalais, **comment les affrontements doctrinaux musulmans peuvent être révélateurs de luttes d'influence régionales** entre nations étrangères, citant successivement le wahabisme saoudien, le malikisme marocain, l'utilisation algérienne des réseaux islamiques anglophones, ou encore le développement par l'Iran de programmes culturels au Sénégal et les réseaux gulénistes Turcs. La constitution d'un **système éducatif dual** peut devenir source de déstabilisation de moyen terme : le système laïc francophone encadré par l'État est aujourd'hui en concurrence directe, parfois violente, avec le système islamique arabophone. L'affrontement des élites issues de ces systèmes ne peut être évité que par une revalorisation de l'éducation à la citoyenneté et une politique éducative englobante, limitant les « laissés pour compte » et frustrations. L'influence des réformistes musulmans au Sénégal et d'organisations comme le Circofs (Comité islamique pour la réforme du code de la famille au Sénégal) remettent en cause le principe de laïcité.



Salim Chena a évoqué la traditionnelle dichotomie **entre le Nord algérien et son Sud saharien militantiste**, tout en soulignant le renouveau de ce militantisme par des générations post-

indépendance aux revendications plus sociales et pacifiques. L'intérêt stratégique de ce Sud, accru ces dernières années, a appelé à une multiplication des actions de l'État pour son contrôle (accroissement du nombre de postes frontières, renforcement de la présence militaire) et pour son intégration (nombreuses mesures sociales dédiées, pour la première fois, aux populations du Sud, notamment envers les jeunes et les classes pauvres). L'Algérie a toujours constitué un **pilier de la stabilité régionale**, et ce positionnement ne s'est pas démenti sur les derniers événements libyens et maliens, bien qu'elle ait été dépassée dans son traditionnel rôle de médiateur entre le peuple touareg et Bamako par la CEDEAO.



Wolfram Lacher a rappelé comment la Libye, autrefois pilier de la stabilité régionale, en est rapidement devenu un maillon faible, voire un perturbateur. La désormais **absence d'appareil sécuritaire étatique** a

favorisé une **fragmentation territoriale** basée sur la domination de groupes armés sur des zones localisées. Leurs rivalités s'expriment notamment dans les institutions nationales parlementaire et gouvernementale. Dans le Sud, les relations entre populations arabes et Touabous sont extrêmement tendues et les rapports de forces entre communautés et entre milices sont loin d'être stables. Cette situation a démultiplié les flux de trafics illégaux au Sud du pays mais surtout au Nord, et attiré des chefs rebelles de pays voisins (Mali, Niger), qui ont trouvé refuge dans le Sud libyen.

Table ronde II : Redéfinir le paysage des migrations

Introduction : **Alain Antil**, responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri
Présidence : **Christophe Bertossi**, directeur, Centre Migrations et Citoyennetés, Ifri
Interventions : **Maroc et Maghreb : laboratoire et carrefour de nouvelles circulations migratoires**
Michel Peraldi, directeur de recherche, Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
Expériences maghrébines de migrations africaines en mutation et contexte des recompositions politiques post-2011
Stéphanie Pouessel, anthropologue, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis
Les migrations, un révélateur de l'interpénétration entre Sahel et Maghreb
Ali Bensaâd, maître de conférences, université Aix-Marseille, enseignant-chercheur, CNRS-IREMAM, Aix en Provence

Cette table ronde a dépeint les nombreuses interpénétrations migratoires entre le Maghreb et son Sud, plus équilibrées que ne le laisse croire l'imaginaire collectif. L'attraction de l'Europe est loin, dans les faits, de se traduire par une « invasion » de Subsahariens, qui préfèrent bien souvent s'installer dans les pays du Maghreb. Malgré le caractère ancien et l'ampleur de ces mobilités transsahariennes, les migrants sont encore mal acceptés et intégrés dans leurs terres d'accueil, tant la xénophobie et le racisme sont enracinés.



Michel Peraldi a dressé un portrait des migrations régionales actuelles, veillant à **écarter le stéréotype voulant faire du Maghreb une simple zone de transit pour les Subsahariens en partance pour l'Europe** : d'une part, la porosité de l'Europe se fait essentiellement par sa région Est et non par la Méditerranée ; d'autre part, les Maghrébins, et notamment les Marocains, sont nombreux à s'installer dans les pays du Sud du Sahara ; enfin, le Maghreb est bien souvent la destination finale des migrants. Le Maroc est aujourd'hui une « société de migrations », les migrants occupant des postes indispensables à la bonne santé économique du pays, notamment dans le secteur du bâtiment et des centres d'appel délocalisés. Par ailleurs, les dynamiques migratoires ont de moins en moins à voir avec le travail (et encore moins avec le travail salarié). Ces migrants installés dans les différents pays maghrébins permettent de penser l'altérité par le bas, loin de l'image du colon occupant. Pour finir, on assiste ces dernières années à une **criminalisation de la migration clandestine** dans les pays émetteurs, tels que le Maroc ou l'Algérie.



Stéphanie Pouessel a mis en lumière la spécificité des migrations subsahariennes vers la Tunisie, **mobilité essentiellement d'élites, étudiants et cadres de haut niveau** attirés par l'offre universitaire et la présence de la Banque africaine de développement à Tunis depuis 2003. Cette

migration au profil particulier (classes aisées, nombreux chrétiens, anglophones, femmes cadres) a contribué à une **évolution du regard parfois stéréotypé des Tunisiens** sur les populations subsahariennes. Les métissages sont nombreux, et une « vogue africaine » s'est répandue dans le cinéma, la mode ou la politique. Cette évolution ne doit cependant pas occulter la forte prégnance du **racisme et de la xénophobie**, et les conditions de vie souvent très précaires des migrants les plus pauvres.



Ali Bensaâd a souligné **l'interpénétration effective du Maghreb et de son Sud**, interpénétration dont les migrants ne sont que la partie la plus visible. Des villes telles que Tamanrasset (Algérie), Sebha (Libye), Arlit, ou Agadez (Niger) sont des preuves vivantes de ce phénomène, tant leur composition démographique, à dominante « étrangère », est un reflet de leurs liens étroits avec les pays voisins. Kadhafi, par sa politique extérieure tournée vers le Sahel, voulait en cela faire « la politique de sa géographie ». **Les migrations subsahariennes à destination de l'Europe sont largement résiduelles**, loin de la place qui leur est accordé dans les discours politiques et l'imaginaire occidental. Les pays maghrébins exploitent parfois cette peur de « l'invasion » (telle que celle suscitée par la crise libyenne et ses fantasmés flux « bibliques » de réfugiés en Italie) afin de faire entendre leur voix dans les négociations internationales.